

Documents et Informations

LA CONSTRUCTION

“Quand le bâtiment va, tout va,” dit le proverbe.

Or, la construction, qui a languï pendant des mois après la déclaration de la guerre, a repris par tout le Canada une activité des plus encourageantes.

Le mois de mai, dans quatre-vingt-quatre villes de l'Est, des permis de construction pour une valeur de \$3,256,388 ont été pris, contre \$2,624,124 en mai 1915, soit une augmentation de \$632,264. Pour 13 villes de l'Ouest l'augmentation s'est élevée à \$264,684.

A Montréal, les permis du mois de mai représentent une valeur de \$767,069 contre \$435,805 pour avril dernier et \$529,167 pour mai 1915, soit une augmentation de \$237,902 sur ce dernier mois.

M. Andrew J. Eken, de Montréal, vice-président de la “George Fuller Construction Co.,” disait récemment à un journaliste que les perspectives de l'industrie du bâtiment sont, actuellement, plus brillantes qu'elles ne l'étaient avant la guerre. L'activité dans la construction des manufactures, ajoutait-il, est particulièrement remarquable. On construit, en outre, une demi-douzaine d'élévateurs à grain de l'Atlantique au Pacifique. On pensait, il y a un an, que le Canada possédait un nombre suffisant d'élévateurs, mais la phénoménale récolte de l'année dernière a prouvé que l'on se trompait et la commission du port de Montréal a trouvé nécessaire d'en faire construire un nouveau.

Quand la paix sera faite, toujours selon M. Eken, la construction sera encore beaucoup plus active, car notre expansion économique prendra très rapidement des proportions extraordinaires.

L'amélioration du marché aux immeubles de Montréal et de la banlieue se maintient et ne peut tarder à s'accroître.

L'INDUSTRIE ET L'AGRICULTURE

Dans l'industrie, le travail est toujours abondant. On constate une activité extraordinaire pour la saison actuelle dans la cordonnerie.

La fabrication des munitions de guerre est loin de ralentir.

On estime qu'en général la production des grandes manufactures du Canada augmentera de cinquante pour cent cette année.

Quant à la production agricole, elle semble devoir être excellente, quoi qu'en disent les pessimistes. La surabondance de pluie que nous avons eue aura peut-être nuï à certaines récoltes dans les provinces de Québec et d'Ontario; mais, comme le fait remarquer le ministre fédéral de l'Agriculture, elle a beaucoup favorisé la croissance du foin et de l'herbe qui seront, en grande partie, transformée en produits laitiers et en viande de boucherie dans les fermes. En 1915, la récolte du foin, dans ces deux provinces, valait environ cinquante millions de dollars. Elle sera certainement beaucoup plus considérable cette année, et les cultivateurs pourront en profiter pour augmenter leurs troupeaux afin d'être en mesure de faire face, dans leur propre intérêt, à la demande de bestiaux qui sera énorme après la guerre.

Il y a, en effet, un brillant avenir pour l'éleveur ca-

nadien qui aura su tirer parti de la situation créée en Europe par le grand conflit. Dans les pays qui prennent part à ce dernier, le nombre de bestiaux, nul ne l'ignore, a beaucoup diminué, et quand les millions d'hommes aujourd'hui sous les armes rentreront dans leurs foyers, après avoir été pendant longtemps plus ou moins privés de nourriture, ils seront, naturellement, on ne peut mieux disposés à faire une grande consommation de viandes fraîches. En outre les éleveurs, qui se hâteront de reconstituer leurs troupeaux devront, à cette fin, s'adresser à l'étranger et, principalement, au Canada et aux Etats-Unis qui sont relativement peu éloignés d'eux.

LA GUERRE ET LES DETTES DES NATIONS

Dans un article de “Atlantic”, M. W.-S. Rossiter, un statisticien d'expérience, en relations depuis de longues années avec le Bureau de Recensement des Etats-Unis analyse les obligations à l'heure présente, des nations en guerre.

Calculant la proportion de la dette nationale pour chaque pays, qui existait avant la déclaration de guerre et représentant un siècle ou plus de dettes accumulées, ajoutant les grosses sommes des dettes de la guerre, il trouve que l'intérêt chargé sur les dettes réunies des nations concernées s'élève à \$2,300,000,000 annuellement.

M. Rossiter fait une comparaison intéressante entre les dettes nationales en Europe à la fin de l'époque Napoléonienne, il y a un siècle et les dettes des mêmes nations de nos propres jours. Il trouve que la Grande-Bretagne en 1816 supportait une dette égale à un tiers de la richesse nationale.

Puisque la richesse nationale a augmenté considérablement, il est possible d'augmenter le poids de la dette par tête, mais le degré auquel cette augmentation peut être poussée reste encore indéterminé. Il trouve que depuis 1816 l'augmentation de population dans les différents pays a été tellement importante que même s'il y avait une grosse augmentation de la dette, la dette par tête resterait sensiblement la même que celle d'il y a cent ans.

M. Rossiter trouve que, selon les autorités compétentes, les dettes contractées par les puissances en guerre pour pourvoir simplement à la fin de la seconde année, pour dépenses résultant de la guerre, se répartissent comme suit :

Emprunts de guerre des nations au 15 mars, 1916.

Pays	Sommes	Unités	—Dollars
Allemagne . . .	34,681,000,000	Marks	\$8,254,078,000
Gde-Bretagne .	1,662,000,000	£	8,077,320,000
France	40,576,827,566	Francs	7,425,559,444
Autriche-Hon-			
grie	524,200,000	£	2,547,500,000
Russie	8,073,000,000	Roubles	4,117,533,110
Italie	8,212,000,000	Lires	1,478,160,000

Total \$31,900,150,554

En outre, dans le court espace de moins de deux ans, les puissances actuellement en guerre ont contracté des